

Vu la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment l'article 132, modifié par l'arrêté royal n° 443 du 14 août 1986 et la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que de nombreuses restructurations d'entreprises se produisent actuellement et qu'il convient d'inviter les employeurs qui recourent à un régime de prépension conventionnelle à mieux répartir le temps de travail au sein de leur entreprise avant de procéder à d'autres licenciements;

Considérant qu'il convient en conséquence d'adapter d'urgence les dispositions prises pour faire reconnaître une entreprise comme étant en difficulté ou en restructuration dans le cadre de la prépension conventionnelle;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 9, § 4, 2e alinéa, de l'arrêté royal du 7 décembre 1992, les mots « le plan de restructuration doit contenir également un plan d'actions positives pour les travailleuses » sont remplacés par les mots : « le plan de restructuration doit contenir également un plan d'actions positives pour les travailleuses ainsi que des dispositions prévoyant une nouvelle organisation du temps de travail en vue d'une meilleure répartition du travail disponible au sein de l'entreprise ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 août 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 132, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 443 van 14 augustus 1986 en de wet van 29 december 1990;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er momenteel talrijke bedrijfsherstructureeringen gebeuren en dat het passend is de werkgevers die een beroep doen op een stelsel van conventioneel brugpensioen uit te nodigen om de arbeidsduur in de schoot van de onderneming beter te herverdelen alvorens over te gaan tot andere afdankingen;

Overwegende dat het derhalve dringend nodig is de bepalingen aan te passen die betrekking hebben op de erkenning van een onderneming als zijnde in moeilijkheden of in herstructurering in het kader van het conventioneel brugpensioen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 9, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 december 1992 worden de woorden « dit herstructureringsplan moet eveneens een positief actieplan voor de vrouwelijke werknemers bevatten » vervangen door de woorden « het herstructureringsplan moet eveneens een positief actieplan voor de vrouwelijke werknemers bevatten alsook bepalingen die voorzien in een nieuwe organisatie van de arbeidsduur met het oog op een betere verdeling van de beschikbare arbeid in de schoot van de onderneming ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 augustus 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

F. 93 — 2149

**7 SEPTEMBER 1993.** — Arrêté royal portant exécution de l'article 4 de la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les critères permettant d'entreprendre sans délai des actions ayant pour objet l'accueil des enfants, matière basée sur l'accord interprofessionnel 1993-1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :  
1° le Ministre : le Ministre de l'Emploi et du Travail;

(1) Référencé au *Moniteur belge* :

Loi du 10 juin 1993, *Moniteur belge* du 30 juin 1993.

N. 93 — 2149

**7 SEPTEMBER 1993.** — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 4 van de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er aanleiding bestaat om de criteria vast te stellen, om zonder verwijl, acties te ondernemen die de organisatie van de kinderopvang tot voorwerp hebben en welke gebaseerd zijn op het interprofessioneel akkoord 1993-1994;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :  
1° de Minister : de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 10 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1993.

2° le Fonds pour l'Emploi : le Fonds créé auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail conformément à l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1992 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi;

3° le promoteur : la personne physique ou morale qui introduit le projet d'accueil des enfants;

4° l'accord de partenariat : tout accord intervenu entre les organisations de travailleurs et d'employeurs représentées au sein du comité subrégional de l'emploi ou de la commission paritaire ou entre un ou plusieurs employeurs et toutes les organisations de travailleurs représentées au sein de la ou des délégations syndicales.

**Art. 2.** Dans la limite de ses ressources, le Fonds pour l'Emploi intervient exclusivement pour financer des projets ayant pour objet l'accueil des enfants.

**Art. 3.** Le projet introduit par le promoteur fait l'objet d'un accord de partenariat au sein du comité subrégional de l'emploi ou de la commission paritaire. Dans le cas où le promoteur est une entreprise ou un groupe d'entreprises, qui tombe sous le champ d'application de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, l'accord de partenariat est conclu avec toutes les organisations de travailleurs représentées au sein de la ou des délégations syndicales.

**Art. 4. § 1.** Les projets visés à l'article 2 doivent être introduits sur base d'un formulaire de demande, dont le modèle est fixé par le Ministre.

Ce formulaire comprend au moins les renseignements suivants :

- la concertation au niveau local;
- le type d'accueil offert aux enfants;
- le nombre de personnes mises au travail et leur qualification;
- le nombre de personnes mises au travail appartenant aux groupes à risque;
- la formation proposée et le nombre de candidats;
- le nombre d'enfants et leur âge;
- la demande de contrôle introduite auprès de l'Institution communautaire compétente;
- le coût du projet;
- les différentes sources de financement;
- les postes pour lesquels l'intervention financière du Fonds pour l'Emploi est demandée;
- le montant de l'intervention personnelle des parents.

§ 2. Le formulaire visé au § 1<sup>er</sup> doit être introduit auprès du Service d'Insertion professionnelle du Ministère de l'Emploi et du Travail.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les personnes mises au travail dans le cadre d'un projet visé à l'article 2 doivent être engagées sous contrat de travail.

§ 2. Si une intervention financière est demandée pour couvrir le coût salarial des personnes visées au § 1<sup>er</sup>, ces personnes ne peuvent pas avoir été occupées chez le même employeur au cours des douze mois précédant le financement du projet.

Le Ministre peut préciser ce que l'on entend par « le même employeur ».

§ 3. La condition visée au § 2 n'est pas d'application pour les projets qui sont déjà financés par le Fonds pour l'Emploi sur base de l'article 2, § 2 de l'arrêté royal du 23 septembre 1991 portant exécution de l'article 174 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales et pour lesquels une nouvelle intervention financière est demandée au Fonds pour l'Emploi.

**Art. 6. § 1.** L'intervention financière du Fonds pour l'Emploi est une source subsidiaire de financement.

§ 2. L'octroi d'une intervention financière du Fonds pour l'Emploi suivant les règles du présent arrêté pour les projets visés à l'article 2, est limité à une année.

§ 3. L'intervention financière dans les charges salariales est limitée aux barèmes applicables pour une même fonction exercée dans les services public fédéraux et à 80 % des autres frais de fonctionnement.

§ 4. L'intervention financière est octroyée sous la forme de quatre avances de 25 % du montant total accordé. La deuxième avance et les suivantes ne sont octroyées qu'après justification des dépenses afférentes à l'avance précédente.

Le Ministre fixe la procédure et les modalités de liquidation de l'intervention financière.

§ 5. L'intervention financière ne peut en aucun cas porter sur les frais d'infrastructure du projet.

2° het Tewelkstellingsfonds : het Fonds opgericht bij het Ministerie van Tewelkstelling en Arbeid overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling;

3° de promotor : de natuurlijke of rechtspersoon die het project inzake kinderopvang indient;

4° het partnerschapsakkoord : elk akkoord gesloten tussen de organisaties van de werknemers en de werkgevers vertegenwoordigd in het subregionaal tewerkstellingscomité of het paritair comité, of tussen één of meerdere werkgevers en alle organisaties van de werknemers die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging of vakbondsafvaardigingen.

**Art. 2.** Binnen de perken van zijn middelen, komt het Tewelkstellingsfonds financieel uitsluitend tussen voor projecten die de kinderopvang tot voorwerp hebben.

**Art. 3.** Het door de promotor ingediende project is het voorwerp van een partnerschapsakkoord in het subregionaal tewerkstellingscomité of in het paritair comité. Indien de promotor een onderneming of een groep van ondernemingen is, die vallen onder het toepassingsgebied van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, wordt het partnerschapsakkoord gesloten met alle organisaties van de werknemers die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging of vakbondsafvaardigingen.

**Art. 4. § 1.** De in artikel 2 bedoelde projecten dienen ingediend te worden op basis van een aanvraagformulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

Dit formulier vermeldt minstens de volgende inlichtingen :

- het overleg op lokaal niveau;
- het type van geboden kinderopvang;
- het aantal tewerkgestelde personen en hun kwalificatie;
- het aantal tewerkgestelde personen uit de risicogroepen;
- het aantal kandidaten en de geboden opleiding;
- het beoogde aantal kinderen en hun leeftijd;
- de aanvraag voor controle ingediend bij de bevoegde Gemeenschapsinstelling;
- de kostprijs van het project;
- de verschillende financieringsbronnen;
- de posten waarvoor de financiële tussenkomst van het Tewelkstellingsfonds wordt gevraagd;
- het bedrag van de persoonlijke tussenkomst van de ouders.

§ 2. Het in § 1 bedoelde aanvraagformulier dient ingediend te worden bij de Dienst Inschakeling in het Arbeidsproces van het Ministerie van Tewelkstelling en Arbeid.

**Art. 5. § 1.** De personen die tewerkgesteld worden binnen het kader van een project zoals bedoeld in artikel 2 dienen tewerkgesteld te worden met een arbeidsovereenkomst.

§ 2. Indien voor de in § 1 bedoelde personen een tussenkomst gevraagd wordt in de loonkost, dan mogen deze personen gedurende de twaalf maanden voorafgaand aan de financiering van het project niet tewerkgesteld geweest zijn bij dezelfde werkgever.

De Minister kan verduidelijken wat verstaan wordt onder « dezelfde werkgever ».

§ 3. De in § 2 bedoelde voorwaarde is echter niet van toepassing op de projecten die reeds worden gefinancierd door het Tewelkstellingsfonds op basis van artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 23 september 1991 houdende uitvoering van artikel 174 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, en waarvoor een nieuwe financiële tussenkomst wordt gevraagd aan het Tewelkstellingsfonds.

**Art. 6. § 1.** De financiële tussenkomst vanuit het Tewelkstellingsfonds is een subsidiaire bron van financiering.

§ 2. De toekenning van een financiële tussenkomst vanuit het Tewelkstellingsfonds volgens de regels van dit besluit aan de projecten bedoeld in artikel 2, wordt beperkt tot één jaar.

§ 3. De financiële tussenkomst wordt voor de loonkosten beperkt tot de bedragen die in de loonschalen van de federale openbare diensten voor dezelfde uitvoerende functie van toepassing zijn en tot 80 % van de andere werkingskosten.

§ 4. De financiële tussenkomst wordt toegekend onder de vorm van vier voorschotten van 25 % berekend op het toegekende bedrag. Het tweede en de volgende voorschotten worden slechts toegekend nadat de uitgaven van het voorgaande voorschot bewezen werden.

De Minister bepaalt de procedure en de wijze van vereffening van de financiële tussenkomst.

§ 5. Onder geen enkel beding mag de financiële tussenkomst aangewend worden voor infrastructuurkosten van het project.

§ 6. Le Ministre détermine ce qu'il faut entendre par frais de fonctionnement et frais d'infrastructure.

Art. 7. § 1. Les projets visés à l'article 2, doivent être soumis à l'avis de la Commission d'agrément visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 23 septembre 1991 portant exécution de l'article 174 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales.

§ 2. Le Ministre détermine la manière dont cet avis doit être rendu.

Art. 8. Après avis de la Commission d'agrément, le Ministre conclut avec le promoteur une convention.

La convention a une durée d'un an.

Elle comporte au moins les mentions suivantes :

1. une description du type de projet;
2. une description des personnes qui seront mises au travail dans le cadre du projet;
3. l'intervention financière octroyée et les attestations nécessaires en vue de sa liquidation;
4. les modalités d'évaluation et de contrôle sur le déroulement du projet.

Les résultats de l'évaluation et du contrôle doivent être communiqués à la Commission d'agrément.

Art. 9. Le Ministre détermine le mode selon lequel le promoteur restitue le montant de l'intervention financière, lorsqu'il met fin unilatéralement au projet sans justification ou qu'il ne respecte pas les termes de la convention visée à l'article 8.

Art. 10. Les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de l'exécution du présent arrêté sont les inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'Administration de la Réglementation et des Relations du Travail du Ministère de l'emploi et du Travail.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Art. 12. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

§ 6. De Minister bepaalt wat onder werkingskosten en infrastructuurkosten dient verstaan te worden.

Art. 7. § 1. De projecten zoals bedoeld in artikel 2, dienen voor advies te worden voorgelegd aan de Erkeningscommissie, zoals bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 september 1991 houdende uitvoering van artikel 174 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen.

§ 2. De Minister bepaalt op welke wijze dit advies dient verstrekt te worden.

Art. 8. Na advies van de Erkeningscommissie, ondertekent de Minister een overeenkomst met de promotor.

De overeenkomst heeft een duur van één jaar.

Zij omvat tenminste de volgende vermeldingen :

1. een omschrijving van het type van het project;
2. een omschrijving van de personen die binnen het kader van het project zullen tewerkgesteld worden;
3. de toegekende financiële tussenkomst en de bewijsstukken die nodig zijn voor de vereffening ervan;
4. de wijze waarop de evaluatie en de controle op het project zal verlopen.

De resultaten van de evaluatie en de controle dienen te worden medegedeeld aan de Erkeningscommissie.

Art. 9. De Minister bepaalt de wijze waarop de promotor het bedrag van de financiële tussenkomst terugstort, in het geval hij eenzijdig en zonder rechtvaardiging een einde stelt aan het project of zo hij zijn verplichtingen opgelegd door de overeenkomst bedoeld in artikel 8 niet nakomt.

Art. 10. De ambtenaren en beambten belast met het toezicht op de uitvoering van dit besluit zijn de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Administratie van de Arbeidsbetrekkingen en Reglementering van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 12. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

N. 93 — 2150

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

30 JUNI 1993. — Decreet houdende bescherming van het archeologisch patrimonium (1)

De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet.

Art. 2. Dit decreet regelt de bescherming, het behoud, de instandhouding, het herstel en het beheer van het archeologisch patrimonium, alsmede de organisatie en de reglementering van de archeologische opgravingen.

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> archeologisch patrimonium : alle vormen van archeologische monumenten en zones;

2<sup>o</sup> archeologische monumenten : alle overblijfselen en voorwerpen of enig ander spoor van menselijk bestaan die getuigenis afleggen van tijdperken en beschavingen waarvoor opgravingen of vondsten de belangrijkste of één van de belangrijkste bronnen van informatie zijn, onderverdeeld in :

a) onroerende archeologische monumenten : alle niet verplaatsbare archeologische monumenten die ondergronds of aan de oppervlakte of onder water aanwezig zijn, alsook de roerende archeologische monumenten die onroerend zijn door bestemming;

b) roerende archeologische monumenten : alle andere archeologische monumenten;

3<sup>o</sup> archeologische zone : alle gronden die van wetenschappelijk en cultuurhistorisch belang zijn wegens de daar aanwezige archeologische monumenten;

(1) Zitting 1992-1993

Stukken. — Ontwerp van decreet : 258, nr. 1. — Amendementen : 258, nrs. 2 tot 4. — Verslag : 258, nr. 5. — Amendementen : 258, nrs. 6 tot 8.

Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 21 en 24 juni 1993.